

L'action des instituteurs pacifistes de 1914 à 1918

Voilà bien un des thèmes oubliés des commémorations de la Grande guerre ! C'est dire si le livre de Loïc Le Bars, *Le Pacifisme des Instituteurs syndicalistes*¹ est le bienvenu.

De plus, il puise à des sources difficiles d'accès aujourd'hui, notamment la correspondance de Louis Bouët, instituteur dans le Maine-et-Loire qui, avec sa femme Gabrielle, animait le syndicat et joua un rôle central dans la FNSI durant la guerre. Loïc Le Bars a puisé dans d'autres correspondances aussi, à l'Institut français d'histoire sociale ainsi que dans celles qui ont fait l'objet de censure par le Ministère de l'Intérieur.



(ci-contre : Louis et Gabrielle Bouët en 1926)

Il donne ainsi chair à l'Histoire, dépassant largement les textes rendus publics et rend bien compte de l'état d'esprit de ces militant[e]s de 1914 à 1918. Malgré de larges emprunts à l'auteur, cet article se veut d'abord une invitation à lire le livre, voire plus, lorsque l'on suit les traces indiquées dans sa bibliographie.

Pour comprendre le propos de Loïc Le Bars, il faut rappeler que les syndicats d'instituteurs se sont développés malgré l'interdiction et la répression de l'État. Mais les instituteurs souffraient à la fois d'une situation matérielle dérisoire et de la tutelle exercée par les préfets qui les nommaient. Au début du siècle, les amicales étaient les seules associations autorisées. Dès 1903, certains de leurs animateurs les plus jeunes et les plus actifs entendaient se dégager de la tutelle de l'administration. Ainsi naquit, dans la Seine, le premier syndicat, suivi d'un autre dans le Var puis de quelques autres. Leur rapprochement donna naissance en 1905 à la Fédération des Syndicats d'Instituteurs. L'année suivante, se tint le premier congrès de la FNSI. En 1907, l'adhésion à la CGT venait d'être évoquée et plusieurs militants furent frappés par la répression. Parmi eux, le secrétaire général, Marius Nègre fut révoqué. Mais l'instabilité ministérielle de l'époque permit à la FNSI de reconstituer les liens entre les sections et de se rattacher explicitement au syndicalisme ouvrier. Marius Nègre put être réintégré en 1911. François Bernard a, de plus, rappelé que « La génération d'instituteurs qui fit le syndicalisme universitaire fut la fille spirituelle de l'Affaire Dreyfus »². C'est dire qu'ils étaient pacifistes, pour certains d'entre eux antimilitaristes. La revue qu'avaient créée en 1910 les seuls militants marseillais, *L'École émancipée*, était la référence de toute la fédération. Son fonctionnement témoignait seulement d'une contre-culture du centralisme d'État. Son contenu s'étendait déjà à tous les sujets mais, en matière d'enseignement, elle dénonçait particulièrement la conception officielle de l'Histoire de France telle qu'elle figurait

dans les manuels scolaires : un patriotisme devenu avant tout une propagande anti-allemande. Les instituteurs syndicalistes avaient eux-mêmes à cœur, dans leur classe, de préserver leurs élèves du chauvinisme ambiant.

En 1912, quarante-neuf syndicats étaient réunis au congrès de Chambéry de la FNSI où les délégués votèrent le principe du « sou du soldat », petite aide pécuniaire adressée en témoignage de solidarité aux appelés, comme c'était le cas dans la CGT depuis le début du siècle. Attaquée par la presse qui la qualifie « d'association antimilitariste », la FNSI est dissoute même si la plupart des syndicats refusent de se saborder. C'est dire si les instituteurs syndicalistes, dont l'organisation est toute jeune, sont déjà coutumiers de la répression avant la guerre.

Des syndicalistes désarmés ?

En étudiant les cheminements de la pensée de Jaurès³, on a bien perçu qu'en 1913, l'imminence de la guerre est au centre de l'activité tant de la SFIO que de la CGT, dont le siège est perquisitionné, fin mai, après les manifestations contre la loi rétablissant les trois ans de service militaire. Pourtant, Loïc Le Bars montre à quel point les instituteurs syndicalistes, comme la plupart des responsables politiques et syndicaux d'ailleurs, en restent à une analyse imprécise de la situation. Il en cite pour preuve le n°65 de décembre 1913 de *L'Émancipation de l'instituteur du Maine-et-Loire*, où l'éditorial, certes, reproduit un discours récent d'Anatole France consacré à « la lutte décisive [qui s'est engagée] d'un bout à l'autre du monde civilisé [entre] les forces des pays de progrès et cette force de réaction et de mort qui s'appelle le militarisme »⁴. Mais la suite, sur la loi du retour aux trois ans, montre un terrible malentendu lorsque le célèbre écrivain indique qu'il « est dirigé contre le prolétariat français, au moins autant que contre les envahisseurs éventuels ; il vise autant la CGT que la trouée des Vosges ».

Loïc Le Bars évoque encore le peu d'attention accordé à l'assassinat de l'archiduc d'Autriche à Sarajevo et la focalisation de toutes les réunions sur le retour au service militaire de deux ans, y compris les AG qui préparent le congrès que la FNSI doit tenir en août 1914. Outre leur affiliation à la CGT, certains instituteurs militants, sont d'ailleurs membres de la SFIO. Comme Jaurès, chacun surestime alors les capacités à mettre en œuvre de l'union internationale des travailleurs, conçue par tous comme l'arme absolue contre la guerre. N'est-ce pas Jouhaux qui, dans *La Bataille syndicaliste*, journal officieux de la CGT, écrit le 26 juillet encore « À bas la guerre » ! Et les propos d'Hélène Brion, secrétaire-fédérale adjointe de la FNSI, de se faire plus pressants le 30 dans le même journal, où elle s'adresse « aux féministes, aux femmes » : « Protestons donc, toujours, partout, dans la rue, à la maison, à l'atelier, au bureau, à tous les moments de notre journée, contre le crime qui se prépare⁵ ». Il en est de même pour les rédacteurs de *L'École émancipée* dont les abonnés reçoivent, début août, les mêmes analyses. Même lorsque les mobilisations

ont commencé, ils veulent encore croire que les manifestations de rue dans tous les pays européens pourront empêcher la déflagration.



ci-contre :

une affiche résumant la position de la direction de la CGT en août 1914

Et, lorsque les soldats sont mobilisés, c'est encore la stupeur et l'incompréhension qui dominent, ce que montre notamment un des témoignages retrouvé par l'auteur, une lettre adressée le 16 août à Gabrielle Bouët par une de ses collègues dont le mari a rejoint son régiment : « Ah ! Oui, c'est un affreux cauchemar ! Et quand aura-t-il vécu ? Quelle qu'en soit la durée, il laissera toujours dans nos cœurs meurtris une empreinte ineffaçable. Nous étions tellement convaincus de l'impossibilité d'une guerre à notre époque que nous vivions en dehors de ce souci, en essayant de se faire une vie aussi douce, aussi utile que possible. » Et d'ajouter encore : « J'ai le ferme espoir d'un prompt retour, et c'est dans cet espoir que je puise le courage dont j'ai besoin pour égayer nos chers petits⁶. »

Cependant, lors des obsèques de Jean Jaurès, le 4 août, Léon Jouhaux ne fait pas mystère, au-delà des mots, de son changement d'attitude face à la guerre : « Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir, dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime⁷. »

Gustave Hervé, quant à lui, antipatriote dont Jaurès se méfiait beaucoup dès avant 1914, effectue un virage complet et s'affiche maintenant, dans son journal, comme le plus farouche partisan de la guerre.



Concernant Léon Jouhaux et la grande majorité des responsables de la CGT comme du parti socialiste, on peut conclure rapidement au ralliement à ce que le président de la république, Raymond Poincaré a immédiatement appelé « l'union sacrée », expression retenue par les historiens. Quant à la direction de la FNSI, elle est en partie décapitée par la mobilisation et le bureau fédéral est réduit à deux membres parisiens, Hélène Brion et Fernand Loriot. Or, selon Julien Chuzeville, ces deux adhérents de la SFIO « se laissèrent emporter par la vague chauvine⁸ ». Dans le numéro de septembre de *L'École émancipée*, Fernand Loriot, oppose d'ailleurs « le militarisme prussien » à la « terre de liberté » qu'est la France, qui apparaît clairement comme la victime. D'autres militants iront plus loin que lui dans la dénonciation de l'Allemagne tout en évoluant par la suite vers le pacifisme. Quant à Hélène Brion, adhérente de la SFIO, ardente féministe et désormais secrétaire de la FNSI, elle ne donne plus signe de vie. Cependant, dans un autre ouvrage⁹, Julien Chuzeville remarque que, pas plus que parmi les dirigeants, n'existent à l'époque d'identités figées d'opinion parmi les militants.



Parmi les provinciaux de la FNSI qui s'opposent, dès l'origine, à la guerre, la fédération peut alors compter sur des militants confirmés ; certains hommes, tels Ismaël Audoye ou François Mayoux sont trop âgés pour être mobilisés, d'autres ont été réformés : Louis Bouët et Louis Lafosse.

Les militantes aussi, déjà majoritaires en nombre avant 1914, y sont alors très actives. Marie Guillot, institutrice en Saône-et-Loire, est, comme Hélène Brion, adhérente de la SFIO et féministe mais fait preuve d'une autre sensibilité. Elle collabore en effet à *La Vie ouvrière* et a noué d'amicales relations avec Pierre Monatte. Elle s'adresse à lui alors qu'un cégétiste des Bouches-du-Rhône l'a félicitée pour son article dans *L'École émancipée* et s'étonne de la lettre de celui-ci : « Signe des temps ! Être félicitée pour cette raison qu'on ne se laisse pas affoler par les vents de folie¹⁰. »

La Vie ouvrière, plutôt que de s'autocensurer, a cessé toute parution à partir d'août 1914. Mais le groupe de responsables continue à se réunir autour de Monatte. Les militants marseillais de *L'École émancipée*, Lafosse et Audoye notamment, ont, eux, choisi une autre option. Ils ont d'abord réussi à reconstituer une équipe de rédaction, tout en restant prudents car la censure est déjà à l'œuvre. Mais après le quatrième numéro où ils ont inséré une liste de leurs camarades morts et une raillerie

voilée à la censure d'un article, ils se voient signifier l'interdiction du journal. Leur demande d'intervention auprès du ministre de l'Intérieur, Malvy, et des socialistes Guesde et Sembat, tous deux ministres s'avère inutile. Ils décident de faire paraître un nouveau journal, *L'École*, qui deviendra *l'École de la Fédération* et sera encore plus prudent, sans céder à l'air du temps, ce qui ne manquera pas de créer quelques turbulences dont on fera mention plus loin ; ils parviennent à maintenir environ 1500 abonnements, ce qui n'est pas rien à l'époque.

À la censure s'ajoute ensuite la répression, notamment vis-à-vis d'une institutrice isolée, Julia Bertrand, à qui le maire relayé puis le préfet reprochent ses opinions anarchistes et pacifistes qui lui ont valu d'être déjà déplacée deux fois avant la guerre. Cette fois elle se voit purement et simplement révoquée dès le 10 octobre. Elle est même envoyée dans un camp d'internement de suspects, près du Puy. Une campagne d'information menée par Marie Guillot, qui alerte ses collègues syndicalistes et féministes ne fait pas revenir le ministre sur la révocation. Elle enseignera par la suite dans une école libertaire.

Louis et Gabrielle Bouët sont, eux aussi, dans leur petite commune du Maine-et-Loire, la cible du maire royaliste qui pense venu le moment de se débarrasser d'instituteurs qui parviennent à faire prospérer l'école publique. Il leur reproche d'avoir tenu des propos pacifistes à la distribution des prix à laquelle il n'a d'ailleurs pas assisté. Les époux Bouët n'ont pas de peine à recueillir les témoignages qui leur sont favorables et à adresser l'ensemble du dossier au préfet. À ce moment de la III^{ème} République, une tentative aussi maladroite du maire de relancer la guerre scolaire est mal vue par le représentant de l'État qui donne raison aux deux fonctionnaires. Mais Louis et Gabrielle Bouët continueront, dans la revue syndicale, à écrire pour la défense de l'école laïque durant cette période en particulier. À côté de ces syndicalistes chevronnés, d'autres ne tardent pas non plus à entrer en scène. C'est le cas de Lucie Colliard, à la tête de son syndicat de Haute-Savoie et Marie Mayoux qui a été, avant-guerre, en Charente, aux origines du Manifeste des Instituteurs Syndicalistes. Pour elles aussi, l'heure reste à l'action.

Militants et militantes contre la guerre

La première initiative vient en fait du syndicat des métaux, qui, avec son secrétaire, Merrheim, est l'un des rares de la CGT à avoir rejeté l'Union sacrée. Et Merrheim réussit, avec une ingéniosité qui lui permet d'être diffusé au nez et à la barbe de la censure, à célébrer le 1^{er} mai en envoyant à ses adhérents le premier numéro de *L'Union des métaux* qui publie intégralement le *Manifeste des ouvriers socialistes allemands*, adopté à l'issue d'une réunion tenue par Karl Liebknecht en mars 1915 et qui incite tous les socialistes à travailler à une rapide conclusion de la paix. Le journal l'a intégré en page intérieure. Merrheim a rédigé sa première page, abondamment censurée, en affirmant « Cette guerre n'est pas la nôtre ». L'astuce a

consisté à diffuser le journal auprès de ses abonnés en paquets dont l'exemplaire apparent laissait l'éditorial censuré, les autres ne l'étant pas. Naturellement, cette initiative audacieuse, adressée en 17 500 exemplaires aux abonnés et à ceux de *La Vie Ouvrière*, fait scandale parmi les dirigeants de la CGT mais réjouit les opposants à l'Union sacrée bien au-delà du syndicat. Lafosse réussit à en avoir 100 exemplaires de Merrheim pour diffusion aux principaux militants de la FNSI ¹¹.

Du côté du syndicat des instituteurs, après la protestation du bureau fédéral contre la révocation de Julia Bertrand, un comité fédéral de janvier appelle à « reprendre au plus vite la vie syndicale et fédérale¹² ». Mais après l'initiative de Merrheim, plusieurs militant[e]s éparpillé[e]s souhaitent aller plus loin. Marie Mayoux, qui a fondé le syndicat de la Charente avec son mari, François, militant SFIO oppositionnel, propose une rencontre à Tours de militants qui s'opposent à l'Union sacrée. Loïc Le Bars indique que, ni les Bouët, ni l'équipe de *L'École émancipée*, ni Marie Guillot ne peuvent s'y rendre et, malgré la présence d'une vingtaine de syndicalistes, aucune conclusion n'en sort. Il en faut davantage pour décourager les Mayoux qui soumettent aux syndicats départementaux un Manifeste des instituteurs syndicalistes daté du 1^{er} juillet où ils demandent au gouvernement de proposer un armistice à tous les belligérants.



ci-contre :

Marie et François Mayoux

Hélène Brion, au nom du Conseil fédéral, refuse d'associer la FNSI à cette initiative. Ni le syndicat du Maine-et-Loire, ni le syndicat des Bouches-du-Rhône ne s'y associent non plus mais pour des raisons très différentes : ils estiment son ton trop patriotique. Louis Bouët et les militants du Maine-et-Loire, qui souhaitent aller plus loin et y impliquer la structure fédérale, demandent la tenue d'une Conférence nationale le 14 août pour préparer le congrès de la CGT prévu le lendemain. Et l'AG du syndicat du Maine-et-Loire adopte une résolution invitant « la CGT française à provoquer, dans sa réunion du 15 août, une conférence internationale qui contribuerait à l'établissement de cette paix¹³ ». Hélène Brion non seulement fait suite à leur demande mais cherche elle aussi la voie du compromis.

Dès lors, c'est l'ensemble de la FNSI qui bascule, en tant que fédération de la CGT, dans l'opposition à la guerre. Le 14 août en effet, Hélène Brion se déclare prête à appliquer le texte proposé par Lafosse. Celui-ci demande à la CGT de se prononcer et réclame « une action pour l'entente immédiate avec les organisations ouvrières des

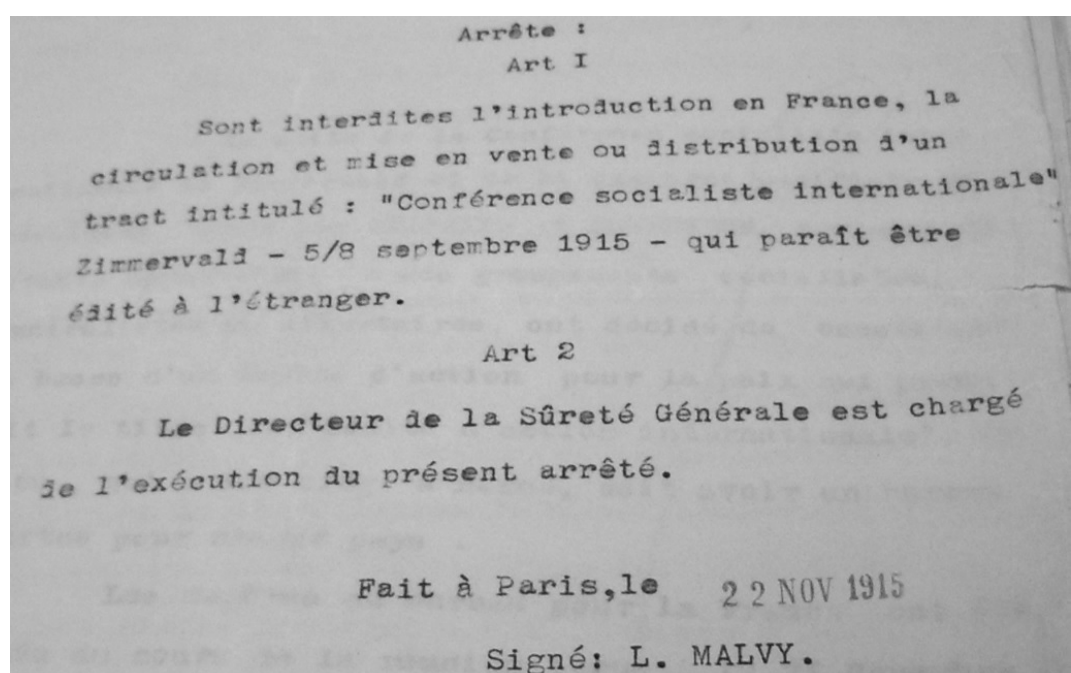
pays belligérants et neutres en vue de mener au rétablissement de la paix, paix qui garantira les droits des prolétariats¹⁴ ». Par ailleurs, l'ensemble de la FNSI est désormais invitée à mener la propagande pour que le PS-SFIO retrouve son orientation d'avant-guerre. Il peut paraître étonnant aujourd'hui que des membres d'un syndicat mettent en avant la politique d'un parti. Mais, contrairement à beaucoup d'idées reçues, les frontières n'avaient pas été définies de manière si étroite par la charte de 1906. Un François Mayoux se définit à l'époque à la fois comme syndicaliste révolutionnaire et membre du PS-SFIO. Fernand Lorient s'incline lui aussi devant tous ses camarades et se propose, comme ancien tenant de la majorité confédérale, d'y défendre, le lendemain, devant Jouhaux, à la conférence nationale de la CGT, la motion de la FNSI avec Louis Bouët et cinq autres de ses camarades. La motion de la direction confédérale obtient 81 voix mais celle des minoritaires (FNSI et métaux) en obtient 30, dans une atmosphère tendue...

C'est le début d'une longue lutte contre la guerre mais aussi contre les intimidations gouvernementales. Marie Mayoux, dont la proposition d'un Manifeste est à l'origine de l'orientation de la FNSI contre la guerre reçoit, de la part du préfet, un avertissement et une demande de cesser son action. Elle refuse cependant de promettre quoi que ce soit. Il en est de même pour Louis Lafosse à Marseille. Fernand Lorient et Hélène Brion sont convoqués au ministère et adoptent la même attitude. Mais Marie Mayoux, reçoit, elle, du ministère un dernier avertissement avant révocation, qui est contesté par une protestation énergique du Conseil fédéral.

Aucun membre de la FNSI n'a pu participer à la conférence de Zimmerwald, organisée par les partis socialistes suisses et italiens en septembre 1915. À Paris, ce projet a été activement préparé par le groupe de *La Vie Ouvrière*, autour de Monatte et de Rosmer et celui des exilés russes autour de Martov et Trotsky. Lorient avait cependant été mis dans la confidence par Merrheim dès le 16 août. Rappelons que la conférence s'est conclue par une déclaration commune des socialistes allemands et français présents déterminés à lutter contre la guerre, ensemble et chacun dans leur propre pays.

ci-contre :

l'arrêté
d'interdiction
de diffuser le
compte-rendu
de la
conférence de
Zimmerwald,
signé par le
ministre de
l'Intérieur



Le compte-rendu, sous forme de brochure que Merrheim destinait *a priori* aux abonnés de *La Vie Ouvrière* a rapidement été connu par un public plus large si bien que la censure n'a pu empêcher la presse de parler de Zimmerwald. Loïc Le Bars publie un extrait de lettre à Rosmer d'une institutrice anonyme des Basses Alpes montrant quel enthousiasme a suscité cette initiative : « Je n'ai eu connaissance de vos brochures que ces jours-ci. Il m'est impossible de vous dire avec quel intérêt passionné j'en ai pris connaissance. Depuis si longtemps on n'avait entendu des paroles de vérité, de raison, qu'on reste un peu surpris quand une voix s'élève pour dénoncer les mensonges et les bluffs de toute sorte¹⁵ ».

Le Comité d'Action Internationale envisagé au mois d'août peut voir le jour avec des socialistes, des syndicalistes et des libertaires. Il regroupe de nombreux et nombreuses militant[e]s venu[e]s de plusieurs journaux et revues. Parmi eux, Marie Guillot, venue du groupe de *La Vie ouvrière*, les animateurs et animatrices de *L'École de la Fédération*, notamment Fernand Loriot, les militants marseillais, les époux Mayoux et les époux Bouët ; Hélène Brion, Marthe Bigot, Marcelle Brunet, institutrices aussi, sont venues de L'Action féministe¹⁶, et enfin Louise Saumoneau, fondatrice, dès 1899, du Groupe des femmes socialistes. Celle-ci, d'ailleurs, avait participé à titre personnel à la Conférence Internationale des Femmes Socialistes tenue à Berne dès mars 1915 à l'initiative de Clara Zetkin.

La lutte contre la guerre, pour les instituteurs, passe d'abord par leur attitude face au chauvinisme et à la haine des Allemands qui déferlent sur la France depuis le début des hostilités ; Christophe Prochasson, dont Loïc Le Bars cite d'ailleurs un livre important dans sa bibliographie, relève d'ailleurs ce chauvinisme dès 1910 dans un autre ouvrage qui montre que de trop nombreux clercs, artistes ou scientifiques, ont procédé à ce qu'il appelle « la nationalisation de la vérité¹⁷ ». Les instituteurs syndicalistes, quant à eux, ont souvent été proches de la SFIO jaurésienne, et soucieux d'internationalisme, ils ne les ont pas suivis dans cette voie. Edmond Bazot qui, à Tours, voit passer les blessés qui lui racontent ce qu'ils ont vu, joue aussi un rôle important pour témoigner que la barbarie est le fait des deux camps. Constatant que les ministres de l'Instruction publique transforment l'instruction civique en propagande belliciste, les syndicalistes dénoncent en 1916 ce qu'ils appellent « l'enseignement de la haine » et les incitations à enseigner « cette adjonction à la morale » ; en 1917, les Mayoux déclarent refuser d'être « des bourreurs de crânes¹⁸ ». Et la FNSI dénonce en même temps les mesures d'intimidation prises par les inspecteurs, quand il ne s'agit pas du boycott des parents d'élèves.

Quant à la propagande contre la guerre, Loïc Le Bars nous en montre les différentes facettes. À l'automne 1915, Fernand Loriot et Marie Guillot centrent encore leur action au sein du PS-SFIO. Ils constatent cependant que le verrouillage y fonctionne bien et beaucoup renoncent. *La Bataille syndicaliste*, organe officieux de la CGT est restée, après sa faillite, au centre de groupes locaux de discussion. À Tours par exemple, Edmond Bazot et Louis Boutreux peuvent inviter Merrheim à

tenir, devant 150 à 200 personnes une conférence sur Zimmerwald et ses suites. Il y est né un comité d'action, comme en d'autres villes. Par contre, la police réussit, après le succès d'autres réunions, à empêcher celle d'Angers malgré une minutieuse mise au point avec Louis Bouët. Merrheim, que le gouvernement n'ose faire arrêter, n'est néanmoins pas libre de ses mouvements. À Marseille, l'action des militants de la FNSI permet aux minoritaires de prendre la responsabilité de l'UD CGT. Désormais, Louis Lafosse et Ismaël Audoye sont menacés par l'administration.

Le Comité d'Action International devient en janvier 1916 Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI) ; Loriot représente la FNSI dans la commission de 12 membres qui l'anime. Une nouvelle conférence internationale est prévue à Kiental. Marie Mayoux s'offre pour y représenter la FNSI, en vain puisqu'elle ne peut obtenir de passeport. Elle adresse cependant un message à Kiental au nom de la FNSI. Deux syndicalistes français et trois députés SFIO, dont deux anciens instituteurs y participent cependant : Alexandre Blanc et Pierre Raffin-Dugens qui se sont toujours opposés au vote des crédits de guerre.

Absents de Kiental, les syndicalistes de la FNSI n'en sont pas moins au cœur de l'action du CRRI à partir de cette période. Loïc Le Bars rappelle cependant que des syndiqués ont encore du mal, en 1916, à choisir leur camp puisque c'est un virage important qu'a pris leur organisation depuis juillet 1915. Mais il indique aussi que la nouvelle orientation est approuvée, au congrès de juillet 1916 par 75% de mandats. Une première résolution, issue d'une analyse très clairvoyante, indique qu'il convient de ne pas compter exclusivement, à ce moment, sur l'action des masses ouvrières.

Certes, certain[e]s adhérent[e]s reprennent leurs activités au sein du PS-SFIO, comme Hélène Brion qui rallie sa section de Pantin à la minorité. Lucie Colliard, (ci-contre) adhérente de Haute-Savoie, en est une autre, qui ne demande qu'à agir. Elle assumera la liaison avec la Suisse, notamment Romain Rolland, écrivain qui a décidé, en 1914, de ne pas rentrer en France pour garder sa liberté d'intellectuel militant et a alors publié le célèbre *Au-dessus de la mêlée*. En 1915, il a reçu le prix Nobel de littérature et ses articles ont un écho important à Paris.



Loïc Le Bars rappelle l'engagement de nombreuses syndicalistes dans des mouvements féministes¹⁹. Marcelle Brunet s'investit dans le groupement des femmes socialistes. Marie Guillot, très active depuis 1914 anime avec Venise Pellat-Finet la Fédération féministe du Sud-Est. Hélène Brion rédige en octobre 1916, une longue adresse féministe pour le CRRI où elle fustige, en dressant une longue liste de féministes révolutionnaires, la suspicion, voire l'hostilité des syndicalistes ouvriers

vis-à-vis des femmes qu'ils verraient plus volontiers s'occuper de leur foyer et de leur famille.



Dans les débats du CRRI lui-même, les militants de la FNSI prennent de plus en plus de poids. Ainsi, Fernand Lorient (ci-contre), qui veut tirer le meilleur profit de Zimmerwald auprès des masses, regrette, avec Trotski, la prudence extrême de Merrheim. Les deux hommes reçoivent, en août 1916, l'aide de Louis et Gabrielle Bouët, restés à Paris, pour aboutir à un texte adopté ensuite en Assemblée plénière. Celle-ci aboutit à l'édition d'une nouvelle brochure du CRRI qui se termine par un vibrant « Vive le socialisme international²⁰ ! »

L'activité syndicale se manifeste aussi par le regain de journaux de groupes départementaux : plusieurs d'entre eux s'inspirent de *L'Émancipation*, organe du Maine-et-Loire où Louis et Gabrielle Bouët, bravant la censure, publient, en octobre 1916 un hommage aux syndicalistes enseignants victimes de la guerre, en rappelant la mémoire des plus connus d'entre eux : « Nos chers morts »²¹.

1917, année d'espoir puis de répression

Dès la fin de l'année 1916, le gouvernement s'alarme de cette activité pacifiste. Trotski, très actif dans le CRRI, est d'abord expulsé vers l'Espagne. Les instituteurs mobilisés dans la territoriale à Tours, qui transmettaient quantité d'informations, sont dispersés : Louis Boutreux est muté à Perpignan et Edmond Bazot à Lyon. Par ailleurs, les correspondances des militants les plus connus sont systématiquement ouvertes. Au début de 1917, le pessimisme domine. Il coïncide avec la lassitude des combattants. Dans le mouvement ouvrier, on évoque un projet de fusion entre la SFIO et la CGT. Ce qui nous paraît curieux, à partir de notre connaissance du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, ne l'aurait nullement été à l'époque : on était alors encore proche de l'idée d'une seule association représentant le monde du travail. Mais le projet aurait été un étouffoir pour le mouvement pacifiste. D'autre part, de nombreux syndicalistes révolutionnaires étaient fatigués d'entendre parler au CRRI des luttes d'influence complexes au sein de la SFIO. C'est pourquoi les militants syndicaux du CRRI ont créé, en septembre 1916, un Comité de Défense Syndicale (CDS). Prudents, les fonctionnaires n'ont pas signé l'appel à la création de cette nouvelle association mais Loïc Le Bars signale la participation de Marcelle Brunet à sa commission exécutive comme représentante de la FNSI²².

Sur le plan international, les militants de la FNSI ont vent de la pression de plus en plus grande, aux États-Unis, pour une intervention dans le conflit. Ils sont

partagés entre la confiance dans la sagesse de Wilson et leur méfiance dans le poids des milieux d'affaires de New-York. À tel point que le Conseil fédéral juge bon d'adresser à celui qui vient d'être réélu président des États-Unis un appel à ne pas intervenir dans le conflit²³. Mais c'est le soulèvement révolutionnaire en Russie et la chute du tsar qui ressuscitent l'enthousiasme des minoritaires. Les meetings de soutien se succèdent, celui du CRRI, d'abord, qui exprime sa solidarité avec le peuple russe. Celui du 31 mars, organisé par la Ligue des Droits de l'Homme, attire beaucoup de monde car les responsables majoritaires de la CGT et du PS-SFIO y sont présents. Mais ils sont hués par une grande partie des manifestants et Jouhaux, responsable de la CGT comme son homologue Renaudel, de la SFIO, renoncent à prendre la parole.

Par ailleurs, on a aussi le sentiment que, depuis l'entrée en guerre, les instituteurs syndicalistes ont acquis plus d'expérience dans l'analyse des événements. Ainsi, dès le 23 mars, Edmond Bazot perçoit très nettement la situation de double pouvoir qui s'est installé en Russie et qui ne saurait s'éterniser ; tirant la leçon des journées de juin 1848 en France, il s'inquiète d'un éventuel écrasement des insurgés par ce qu'il appelle à juste titre « les libéraux ». Et l'on voit aussi à quel point le CRRI perçoit, dès le 29 mars, les conséquences potentielles de la révolution russe sur le plan international : « Nous sommes fermement convaincus que la révolution russe émancipera non seulement les peuples de Russie, mais contribuera aussi au réveil des énergies révolutionnaires en Europe et entraînera tous les prolétaires à reprendre la lutte pour leur émancipation intégrale²⁴ ».

La révolution russe a, effet, donné un nouvel espoir aux minoritaires qui agissent contre la guerre. Le CRRI s'associe pleinement à l'appel du comité exécutif des soviets de Petrograd qui invite les peuples à manifester pour la paix lors du 1^{er} mai 1917. C'est, à Paris, la première fois que des militants renouent avec la tradition du 1^{er} Mai avec un meeting organisé par le CDS et auquel participent plusieurs milliers de personnes. La manifestation spontanée qui le conclut est cependant très vite dispersée par la police. Néanmoins, elle correspond à un renouveau de combativité au sein du mouvement ouvrier. Et il n'est pas indifférent que ces grèves naissent parmi les femmes. Parmi elles, des couturières parisiennes, souvent mal payées et qui travaillent 10 h par jour pour confectionner des vêtements coûteux. On les appelle « midinettes » car leur faible temps de repos réduit le repas du midi, à une simple « dînette ». Le mouvement des Parisiennes (ci-contre) est gagnant.



« Bravo les midinettes, corsetières, modistes, blanchisseuses ! Merci à toutes pour votre courage et votre ténacité » s'écrit Gabrielle Bouët, dans *L'Émancipation* de juin 2017, journal du syndicat du Maine-et-Loire. Mais elle continue : « Que votre geste ne soit pas une simple étincelle dans la nuit ; ne vous laissez pas séduire par votre facile succès : la bataille n'est pas finie ; d'autres luttes vous attendent²⁵. »



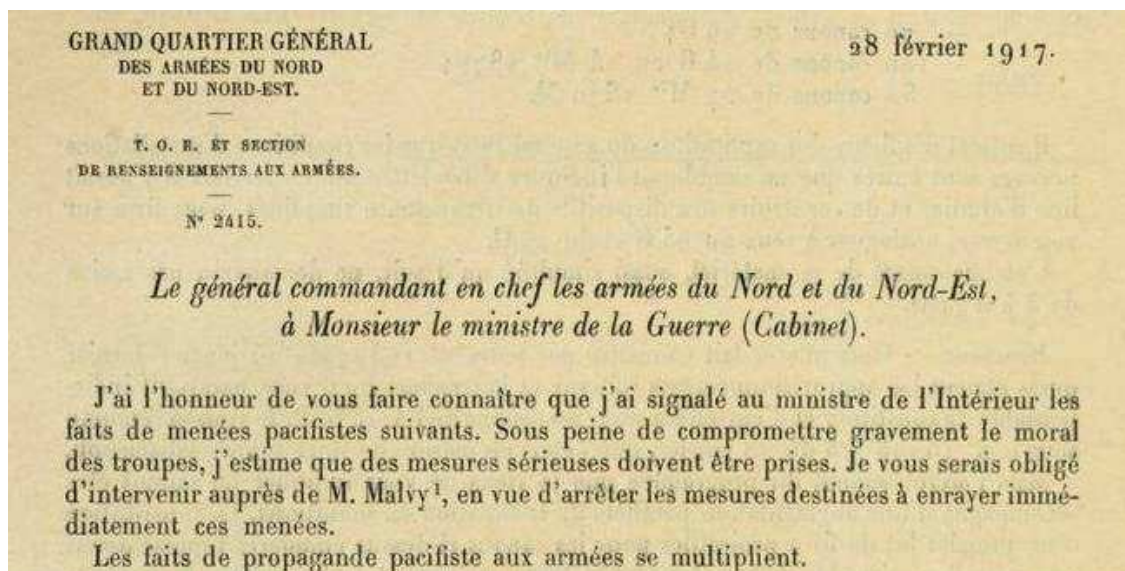
Les FEMMES veulent la
PAIX et leurs
DROITS

Les grèves s'étendent en province, en particulier parmi les munitionnettes, donc des femmes encore, travaillant dans des arsenaux et qui, cette fois vont entraîner les hommes dans l'action, que ce soit à Lyon et même à Angers, comme le remarque Louis Bouët, où, ironie de l'histoire, la CGT est tenue par des majoritaires.

Elles sont soutenues par le CRRI qui ne peut, légalement, mettre l'accent sur leur tonalité pacifiste. Mais elles ont lieu, sans lien entre elles, en raison de la censure, et au moment même où des mutineries éclatent sur le front, sans que les grévistes en aient connaissance. Quant à l'influence du CRRI sur les actions des soldats au front, Julien Chuzeville note qu'elle « n'a probablement été effective qu'à la marge²⁶ ». De même, les militants pacifistes n'apprennent ces mouvements qu'à retardement, et, sans toujours bien en comprendre la portée. On dispose de peu de renseignements à ce sujet. Et les lettres d'Edmond Bazot ne permettent pas d'analyser clairement les relations entre civils et militaires. Dans une lettre du 7 juin, il fait part à Louis Bouët de son plaisir d'avoir vu des permissionnaires clamer leur désir de paix voire même d'entendre une clamer « Vive la révolution ». Mais onze jours plus tard, il constate que ce cri est remplacé par « Vive la guerre ». Il sait parfaitement que cette expression est un moyen désespéré d'échapper à la peine capitale que leur vaudrait maintenant la précédente mais il note les dégradations auxquelles se livrent les soldats comme l'on qualifierait maintenant des actes de « casseurs²⁷ ».

L'auteur de ces lignes a tendance à minimiser la portée de l'expression « Vive la révolution » car on la trouve même dans une correspondance de soldat vendéen à son épouse en 1916 comme un cri de désespoir au milieu de la bataille de Verdun²⁸. Néanmoins, en 1917, elle pouvait avoir une autre portée. Julien Chuzeville fait même état de contestation de l'autorité militaire par des déserteurs soutenus par la population chassant les gendarmes à coups de pierre. L'impact de la révolution russe est d'ailleurs indéniable sur les mouvements sociaux, qu'ils aient lieu sur le front ou à l'arrière en 1917. Louis Bouët, toujours l'un des plus lucides, analyse bien « le ferment de révolte » qu'elle a introduit sur le continent européen. L'État-major, lui, ne voit pas

aussi loin et, dès le mois de février, il rend « les menées pacifistes » des civils, responsables des actes de mutinerie et interpelle le ministre de l'Intérieur. Il cite notamment le CRRI, le CDS, la fédération des métaux et celle des instituteurs.



(source : site internet <bataillesocialiste.wordpress.com>)

Et, faute de pouvoir s'en prendre à Merrheim car ils craignent une grève des métallos, dont la fédération est acquise au pacifisme, le pouvoir va attaquer, dès juin les militants les plus visibles de la FNSI. Naturellement, l'arrivée de Clemenceau à la Présidence du Conseil en novembre, contribuera à amplifier la répression.

Comme toujours, il faut un prétexte que vont fournir les Mayoux : au nom de leur syndicat de la Charente, ils publient une petite brochure intitulée *Les Instituteurs syndicalistes et la guerre*. Ils ne passent pas par la censure et espèrent diffuser la brochure, de la taille d'une enveloppe, aux abonnés de *La Vie ouvrière*. Une nouvelle fois, ils crient leur détestation de la guerre et protestent contre la propagande belliciste que l'État veut faire passer par les instituteurs. Mais ils vont plus loin aussi en proposant leur propre analyse du rôle de la FNSI dans la guerre. Leur initiative est un brûlot, et provoque d'ailleurs quelque surprise parmi leurs collègues qui prévoient immédiatement des ennuis pour les Mayoux. Effectivement, ils sont perquisitionnés puis inculpés dès la fin juillet. Mais ils ne sont pas les seuls. Hélène Brion est inculpée à son tour pour avoir aidé à la publication de la brochure. Par ailleurs, et pour d'autres raisons, apparemment, Lulie Colliard, en Haute-Savoie, est déplacée d'office dans une bourgade déshéritée.

Alors que la vie fédérale recommençait à prendre de l'ampleur, le congrès de la FNSI, prévu pour l'été, est interdit mais quelques dizaines de délégués parviennent à se rencontrer dans un domicile privé. La Fédération demande « la paix sans indemnité, sans conquête, sans annexion, avec le

droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la paix de Zimmerwald et du soviét²⁹ ».

Même si plusieurs syndicats, et la très modérée fédération des Amicales condamnent l'interdiction du congrès de la FNSI, les difficultés ne font que commencer pour les militant[e]s les plus exposé[e]s. La solidarité se resserre avant le procès des Mayoux et lorsqu' Hélène Brion est suspendue. Un appel à la solidarité financière est lancé, après discussions, pour toutes les victimes de la répression. Les Mayoux, sont, malgré une défense vigoureuse, condamnés à six mois de prison par le tribunal correctionnel d'Angoulême ; ils font appel mais le parquet fait de même.

Un mois et demi plus tard, Hélène Brion est arrêtée, ainsi que d'autres cégétistes. La situation s'est encore durcie après la Révolution d'Octobre et, en France, l'arrivée de Clemenceau. Une violente campagne d'opinion orchestrée par quelques journaux se déchaîne contre Hélène Brion. Son activité féministe, ses propos parfois provocateurs, tout est utilisé pour nourrir une campagne de calomnies sans précédent. Aucune charge ne peut être retenue contre elle par un tribunal civil. Qu'à cela ne tienne, elle sera jugée pour « défaitisme » par un tribunal militaire dont on peut craindre l'arbitraire le plus total. Mais elle a aussi de nombreux et nombreuses ami[e]s dans toutes les associations dont elle est a été membre et une immense solidarité fait apparaître l'arbitraire de sa situation au regard de son attitude toujours droite et sans reproche sur le plan pédagogique.



Ci contre :

Hélène Brion durant son procès, en mars 1918.

Les militaires ont essayé de la faire passer pour folle par peur d'un jugement public et contradictoire. Au terme de cinq jours d'audience et d'une ferme attitude de l'accusée, elle est condamnée avec sursis, et donc libérée.

Elle est néanmoins révoquée de l'Enseignement à compter de novembre 1917. Et elle n'est pas la seule. Lucie Colliard passe elle aussi en conseil de guerre. François et Marie Mayoux sont incarcérés. Lorient est déplacé d'office ainsi que d'autres membres actifs de la fédération. Seul Louis Bouët, qui est cependant l'objet d'une enquête, échappe à la répression grâce aux arcanes de l'administration qui a placé dans le Maine-et-Loire un préfet peu empressé vis-à-vis de Clemenceau. Quant à Marie Guillot, une militante décisive dans la

première période de la guerre, très active dans les groupes féministes, elle n'a rien de compromettant chez elle lors de la perquisition du 8 décembre et, note sa biographe, il aurait été difficile de lui trouver une remplaçante dans son village de 150 habitants³⁰. C'est dans une autre activité, en 1921, qu'elle sera révoquée. Mais, au-delà de ce cas, la FNSI est bien entrée alors dans une zone de turbulences.

En guise de conclusion

Les instituteurs syndicalistes ont bien, durant la première guerre mondiale, pris, comme l'indique Christophe Prochasson cité par Loïc Le Bars, « le relais des avant-gardes ralliées à l'Union sacrée³¹ ». Pour autant, le refus de parvenir qui a toujours caractérisé les militants se réclamant de *L'École émancipée*, et qui est relevé dans d'autres ouvrages, a continué à se traduire dans leurs engagements ultérieurs. Beaucoup figurent, comme Fernand Lorient, qui fait l'objet d'un ouvrage de Julien Chuzeville cité en bibliographie, parmi les fondateurs du Parti communiste, Section française de l'internationale communiste, qu'ils ont souvent quitté, ou en ont été exclus par la suite, lorsque l'opposition à Staline a été décapitée.

Autre caractéristique de cette minorité : elle a vraiment représenté une contre-culture de l'Union sacrée prônée par les gouvernements de guerre. À tel point que, prônant l'auto-organisation et les actions à la base, elle s'est divisée sur la manière de gérer son journal qu'a été *L'École de la Fédération*. Fallait-il, alors que la censure creusait des blancs dans certains articles, laisser s'y exprimer les minoritaires de la FNSI favorables à la guerre et qui représentaient environ 25% des mandats ? La vive discussion qui s'est engagée à ce sujet en 1916 n'a été tranchée qu'à la suite d'un referendum prôné par Louis Bouët, là encore, l'homme qui a emporté la décision. Encore ne faut-il pas croire que les plus viscéralement pacifistes aient été dans un camp et les modérés dans l'autre puisque les Mayoux et Hélène Brion refusaient toute censure dans le journal alors que Louis Bouët et les militants marseillais refusaient d'y laisser s'exprimer les va-t'en guerre, mesure qui, de leur point de vue, paraissait la plus réaliste. Mais le résultat du vote des militants s'est révélé extrêmement serré, dans une période pourtant difficile.

On laissera le dernier mot à l'auteur qui, à la fin de son introduction, s'adresse à tous ceux « qui luttant pour un monde meilleur, sont parfois gagnés par le doute et le découragement » et les invite à « ne jamais baisser les bras » et à prendre image sur « ces instituteurs et institutrices, aussi courageux et déterminés que modestes, engagés dans une lutte à l'issue pour le moins incertaine ».

Jean-Marc Herreng

Notes

- ¹ Loïc Le Bars, *Première guerre mondiale. Le pacifisme des instituteurs syndicalistes*, éditions du croquant, septembre 2015.
- ² François Bernard, *Le syndicalisme dans l'enseignement. Histoire de la Fédération de l'enseignement des origines à 1935*, tome 1, coll. « Documents » de l'IEP de Grenoble, 1966.
- ³ Jean-Marc Herreng, « L'actualité de Jaurès », *Lettre d'information du CDHMOT*, n° 20, 2015.
- ⁴ Article présenté par LLB, *ouvrage cité*, page 18.
- ⁵ LLB, page 21.
- ⁶ LLB, pages 25 et 26.
- ⁷ « A Jean Jaurès », Discours prononcé aux obsèques par Léon Jouhaux, Paris, La Publication sociale, 1915, pages 6-7.
- ⁸ Propos de Julien Chuzeville rapportés par LLB, avec sa source page 84.
- ⁹ Julien Chuzeville, *Militants contre la guerre 1914-1918*, éditions Spartakus, février 2014.
- ¹⁰ Lettre citée par LLB, page 29.
- ¹¹ LLB, pages 86 et suivantes.
- ¹² idem, page 85.
- ¹³ citation par LLB, page 96.
- ¹⁴ , idem, page 102.
- ¹⁵ , idem, page 135.
- ¹⁶ Julien Chuzeville, *ouvrage cité*, page 41.
- ¹⁷ Christophe Prochasson, Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la première guerre mondiale (1910-1919)*, éd La découverte, 1996, page 10.
- ¹⁸ protestations citées par LLB, pages 71 et 72.
- ¹⁹ Loïc Le Bars, pages 196 et suivantes.
- ²⁰ La citation, réalisée par LLB, page 208, est parue dans *L'Émancipation*, organe du syndicat du Maine-et-Loire, animé notamment par les époux Bouët.
- ²¹ Hommage reproduit par LLB, pages 218 et suivantes.
- ²² LLB, page 216.
- ²³ Appel reproduit par LLB, pages 232 et 233.
- ²⁴ Message « au peuple » et « aux socialistes de Russie » lancé lors du meeting du 29 mars et reproduit par LLB, page 234.
- ²⁵ idem, page 240.
- ²⁶ Julien Chuzeville, *ouvrage cité*, page 86.
- ²⁷ LLB, lettre reproduite pages 241 et 242.
- ²⁸ Archives départementales de la Vendée, 1 M 451.
- ²⁹ Ordre du jour rapporté par LLB, page 259.
- ³⁰ Slava Liszek, « GUILLOT Marie, Louise. Dite la Grande Marie » dans *Le Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier et du Mouvement Social*, éditions de l'Atelier, article en ligne.
- ³¹ Citation par LLB, page 206.